

MOTION RENSEIGNEMENT PENITENTIAIRE

Pour un Renseignement Pénitentiaire à la hauteur des enjeux de sécurité

L'UFAP UNSa Justice porte depuis toujours les revendications légitimes des agents du Renseignement Pénitentiaire, un service devenu aujourd'hui un pilier incontournable de la sécurité pénitentiaire et nationale.

Forte de son engagement historique – notamment par la rédaction d'une doctrine propre en 2015 et sa participation active à la préfiguration du service en 2016 – notre organisation syndicale exige des réponses concrètes à la hauteur des enjeux.

1. Organisation et renforcement des effectifs

Face aux risques liés au terrorisme, à la radicalisation, à la criminalité organisée, aux violences en détention, aux trafics internes et aux menaces qui pèsent sur les personnels pénitentiaires et leurs familles, le renforcement des moyens humains et structurels du renseignement pénitentiaire n'est plus une option, mais une nécessité.

L'UFAP UNSa Justice revendique :

- Le doublement des postes de DLRP dans les structures sensibles pour garantir la continuité de service.
- La révision complète des organigrammes afin de répartir équitablement les postes entre CIRP, DLRP et échelon central.
- La mise en place de mesures de fidélisation via une politique RH cohérente et ambitieuse.

2. Un statut attractif pour une expertise stratégique

Le Service National du Renseignement Pénitentiaire (SNRP) souffre d'un **turn-over préoccupant**, conséquence directe d'un déficit d'attractivité statutaire. Cela met en péril la conservation de la mémoire opérationnelle et le maintien des compétences.

L'UFAP UNSa Justice exige :

- La mise en place d'une promotion sociale interne pour garantir la reconnaissance des parcours professionnels.
- La levée du blocage RH à la DAP sur cette question, qui freine une évolution pourtant jugée nécessaire par les responsables du SNRP.

3. Un cadre indemnitaire juste et équitable

L'absence d'équité dans les dispositifs indemnitaires sape la motivation des agents et alimente les départs vers d'autres services ou le privé.

L'UFAP UNSa Justice demande :

- L'attribution immédiate de la « prime au secret » pour tous les personnels concernés.
- L'harmonisation du paiement des heures supplémentaires pour les personnels de surveillance.
- La revalorisation de l'IFO pour les DIRP et OTSH à hauteur des DLRP.
- L'attribution du Complément Forfaitaire ICP aux personnels du CEA.
- Le classement en groupe RIFSEEP 1 pour les personnels administratifs et d'insertion et probation.
- La titularisation et la revalorisation salariale des contractuels occupant des postes d'analystes, veilleurs ou experts techniques.

4. Respect du volontariat sur les astreintes

L'UFAP UNSa Justice rappelle clairement le caractère facultatif des astreintes, hors astreinte opérationnelle, dans tous les établissements et exige l'application rigoureuse des directives émises par le SNRP.

L'UFAP UNSa Justice appelle à un **plan d'actions pour le renseignement pénitentiaire**, incluant des évolutions statutaires, indemnitaires et organisationnelles ambitieuses. Face à un environnement carcéral en constante mutation et des enjeux sécuritaires accrus, les agents du renseignement pénitentiaire doivent disposer de moyens à la hauteur de leur mission stratégique.

Il est temps de donner au SNRP l'ampleur qu'il nécessite et à ses agents la reconnaissance qu'ils méritent.